



Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique

Section Nationale INSERM

7, rue Guy Môquet - Bâtiment I - B.P. 8 - 94 801 Villejuif Cedex
Tél. : 01.49.58.35.81 - Fax : 01.49.58.35.33 - Mél : sntrsins@vjf.cnrs.fr
Site Web : <http://sntrs.fr/>

Compte Rendu SNTRS CGT du Conseil Scientifique (CS) de l'Inserm du 21 novembre 2019

Alain GIRON et Frédérique FROUIN-MORLON
Elus SNTRS CGT au Conseil Scientifique

PLAN STRATEGIQUE INSERM2021-2025 :

INTERVENTION CGT ET QUESTIONS AU PDG

A écouter votre intervention, plusieurs réflexions viennent à l'esprit.

On peut entendre régulièrement dans le discours ambiant des collègues chercheurs du Conseil Scientifique la réflexion suivante « Confrontés aux restrictions budgétaires et la constatation que la recherche n'est pas une priorité (comme peuvent l'être l'hôpital et les gilets jaunes) n'est-il pas temps de faire des choix et d'orienter la politique de l'Inserm vers des thématiques ciblées en abandonnant d'autres. ». Ce discours, qui rappelle le discours de la servitude volontaire de La Boétie, va-t-il vous conduire à agir dans ce sens ?

Par ailleurs vous avez évoqué la nécessité d'une simplification des procédures d'évaluation et la nécessité de dialogue avec nos partenaires (l'HCERES, Les grandes universités via les IDEX et les autres EPST). Ne peut-on se demander si ce dialogue ne cache pas plutôt un état de dépendance de l'Inserm qui devient une agence de moyens sans autonomie de décision et sans moyens ?

En ce qui concerne le **plan stratégique**, plusieurs évolutions actuelles, conduites dans le contexte de la loi de transformation de la fonction publique, nous semblent présenter des risques notables pour les personnels de la recherche et nous voudrions vous interroger sur ces aspects :

1^{er} tendance : On note une **quasi-invisibilité des personnels ITA** qui font leur travail normalement, sans ostentation. Ils doivent naviguer entre perte de sens, contraintes stériles, absence d'écoute hiérarchique, retard dans les carrières. Pour quelques rares qui sont mis en lumière car en pleine adhésion aux valeurs du moment, combien sont désemparés, démotivés et abandonnés alors qu'ils sont la colonne vertébrale de bien des projets ? Malgré une grande résilience dans la recherche, vous êtes à la merci de drames humains que votre administration sait fort bien cacher. Etes-vous d'accord avec cette analyse ?

2^e tendance : Dans un article paru dans le figaro du 24 mai 2019 sous le titre « la chasse aux comités Théodule », il est dit que « le premier ministre estime à plus de 1.200 le nombre de comités, commissions, conseils, organismes ou agences placés sous l'autorité de l'état sur lesquels on légitimement s'interroger. Dans son esprit, il vise tant les opérateurs de l'état (pôle emploi, universités, météo-France, Inserm ...) que les commissions ou instances délibératives placées auprès du gouvernement (Conseil national des universités ...) ». L'Inserm est donc explicitement cité.

On peut donc comprendre l'empressement pour une **disparition des commissions, généralement celles avec des élus, (on garde les comités ad hoc), sous prétexte de simplification.**

Disparition des CSHSCT, disparition des CAP, possible disparition des élus C, possibles disparition des visites d'unités ... au profit de machins fourre-tout qui se réuniront rarement, qui seront éloignés du terrain, et qui seront débordés par les aspects règlementaires. On peut y voir une volonté de disparition des élus et autres contre-pouvoirs. Or nos sociétés démocratiques sont fondées sur un consensus tacite où les contre-pouvoirs sont nécessaires. Vous avez le pouvoir de sauvegarder localement cette conception. Le ferez-vous ?

3^e tendance : Le mot de rupture est omniprésent dans le plan stratégique ce qui rappelle l'attitude des « Big pharma » en matière de recherche. Vous constatez que le système ne répond ni aux enjeux environnementaux et sociaux, ni aux demandes de la société. Pourtant, depuis un grand nombre d'années, ce sont toujours les mêmes idées qui sont mises en avant et appliquées (dérégulation, précarité, privatisation). Le postulat d'une mise en tension toujours accrue du système de recherche, qui traduit un manque de confiance dans ses acteurs, la mise en concurrence généralisée de tous avec tous, le mode projet et le manque endémique de moyens (pour une grande majorité), ne peut que continuer de stériliser et uniformiser et est donc un gâchis de temps et d'argent. Avez-vous l'intention d'infléchir cette politique qui nous parait la cause de biens des problèmes actuels de la recherche ?

RESUME NON CHRONOLOGIQUE DE L'INTERVENTION DE G. BLOCH ET DES REPONSES AUX QUESTIONS

L'objectif du plan stratégique est d'obtenir un document à visée de communication interne et externe en particulier vers les financeurs. Cependant la « loi de programmation » et le contrat d'objectif (et possiblement de moyens : on plaide pour cela) représentent des enjeux plus importants. Le calendrier d'élaboration du plan stratégique a concerné un grand nombre de personnes ; successivement : les groupes de travail + la réunion des directeurs + la réunion des jeunes chercheurs (moins mobilisés) + la réunion de l'équipe de direction + une consultation plus large (200 contributions sans grandes nouveautés) + le CT et le CA.

Les conclusions du GT4 (évaluation des structures) n'ont pas été prises en compte car il n'a pas soulevé une adhésion assez massive des directeurs et ses conclusions nous enfermaient dans une réflexion non aboutie, en particulier vis-à-vis des partenaires. Le sujet n'est donc pas fermé et demande un plus grand degré de maturation. Il est en effet trop tôt pour figer cette proposition car on ne connaît pas encore le nouveau président de l'HCERES. On ne peut pas jeter cette agence aux orties. Nos points de vue divergent sur cet aspect avec ce que proposait le groupe de travail. Je n'ai pas d'idées arrêtées car le domaine est mouvant et la mécanique est lourde. L'objectif demeure de recruter les bons éléments et d'évaluer les collectifs de recherche. Ce mécanisme ne doit pas être esquissé dans l'urgence.

Sur la question des thématiques traitées il faut rappeler que l'Inserm n'a jamais été directive. Certes il ne faut pas avoir un champ trop large car on n'est pas un CNRS bis. On doit être connecté avec l'hôpital mais il faut garder les champs ouverts pour l'avenir. Avec le CNRS (qui est par ailleurs moins intéressé que nous par l'aspect évaluation), nous sommes les deux murs d'une même pièce. Concernant le financement, notre système est en limite de décrochage mais nous avons des alliés à Matignon et l'Elysée. Par ailleurs le monde de l'entreprise dit qu'il paye trop d'impôts et ne veut pas mettre d'argent dans le mécénat. Il ne faut donc pas rêver.

Concernant l'Avisan l'ambiance est moins à l'enthousiasme que dans le passé. Il ne faut pas casser cet outil avant de voir s'il ne sert plus. Donnons-nous un peu de temps.

Concernant l'aspect agence de moyens, nous devons montrer que nous sommes un acteur indispensable avec une vision nationale. L'ANR n'a pas de vision. Il y a nécessité de travailler en symbiose avec les universités. Je ne vois pas cependant pas de bouleversement dans l'avenir dans l'équilibre avec ces dernières. Il demeure toujours un fort risque de localisme à l'université. Il a fallu 50 ans pour construire les organismes. Il va falloir au moins 10 ans pour que les universités s'améliorent. Il y a donc une vraie valeur ajoutée des EPST. Ce dont on manque c'est du temps. Dégager du temps veut dire simplification et sortir du discours incantatoire. Après il faut de l'argent. Cela nécessite des discussions avec le ministère des finances et il faut les convaincre de ne pas regarder que le ratio (milliard / nombre de publications). C'est en cela que la loi de programmation a son importance.

Concernant les ITA je suis conscient qu'il y a de la souffrance et qu'il va falloir être plus sensible à cet aspect.